



SERVICE INDUSTRIEL DE  
L'AERONAUTIQUE

## Cahier des clauses techniques particulières

CCTP n° 132/AIA-CP/6431/25

Version: SI

CCTP pour les sites de <sup>(1)</sup>

AB ☐

BR ☐

BX ☐

CF ☐

CP ☒

DS ☐

### OBJET

## FOURNITURE, INSTALLATION ET MISE EN SERVICE D'UNE TRONÇONNEUSE A EAU POUR MATERIAUX COMPOSITES

DRC –

Bureau d'Etudes Matériaux & Technologies

N° marché

Autres références

### Résumé

Ce document constitue le cahier des clauses techniques particulières pour la fourniture, l'installation et la mise en service d'une tronçonneuse à eau pour le Bureau d'Etudes Matériaux et Technologies (BEMT) rattaché à la division Radômes et Composites (DRC) sur le site de l'Atelier Industriel de l'Aéronautique (AIA) de Cuers-Pierrefeu (CP).

Entité émettrice : 6431

Mots-clés : Tronçonneuse, matériaux composites, verre, quartz, carbone, époxy

### APPROBATION

Rédigé par

Responsable assurance qualité  
fournisseurs


Approuvé par

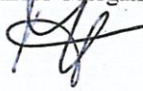
Sous-Directeur Technique AIA-CP  
L'ingénieur en chef de 2<sup>ème</sup> classe

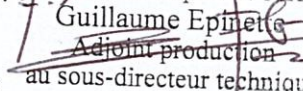
Nom : Kylie ANTOINE/ Tristan PERROT

Nom : FEMERY Morgane

Nom : ~~des études et techniques de l'armement~~

  
date : 22/07/2025

  
date :

  
date : ~~Adjoint production~~  
au sous-directeur technique

Le 24 10/7/2025

29/08/25

Nom du prescripteur : HERNANDEZ L.

Diffusion version approuvée

- Externe :
- Interne : 6000 – 6431 – Sat DRC  
Entité d'achat ULHA



SERVICE INDUSTRIEL DE  
L'AERONAUTIQUE

## Cahier des clauses techniques particulières

CCTP n° 132/AIA-CP/6431/25

Version: SI

### Synthèse des évolutions du document

Indice	Date	Paragraphes modifiés	Synthèse et justification de la modification
SI			Création





SERVICE INDUSTRIEL DE  
L'AERONAUTIQUE

# Cahier des clauses techniques particulières

CCTP n° 132/AIA-CP/6431/25

Version: SI

## SOMMAIRE

1. OBJET ET DESTINATION .....	4
1.1- Objet .....	4
1.2- Destination .....	4
2. DOCUMENTS GENERAUX ET TERMINOLOGIE .....	6
2.1. DOCUMENTS GENERAUX .....	6
2.2- TERMINOLOGIE .....	7
3. EXPRESSION DU BESOIN .....	7
3.1- Exigences fonctionnelles .....	7
3.1.1- Spécifications techniques .....	7
3.1.2- Formation des utilisateurs .....	9
3.2- Sûreté de fonctionnement .....	9
3.3- Exigences particulières .....	9
3.3.1- Exigences liées au site .....	9
3.3.2- Exigences SST et ENV .....	10
3.3.2.1- Autres obligations .....	10
3.3.3- Exigences relatives aux protections des infrastructures .....	12
3.3.4- Exigences relatives aux nuisances .....	12
3.3.5- Exigences relatives à l'arrêt de la prestation .....	12
3.4. Clauses définissant les contraintes techniques .....	12
3.4.1- Exigences concernant la conception et la réalisation .....	12
3.4.2- Exigences concernant la documentation .....	12
3.4.3- Exigences concernant le matériel contractuel associé à la prestation .....	13
3.4.4- Performance de sécurité de l'information .....	13
3.4.5- Exigences concernant le champ d'action de la prestation .....	13
3.5. Exigences d'assurance de résultats .....	13
3.5.1- Exigences de qualification de réalisation de la prestation .....	13
3.5.2- Opérations de vérification de la conformité, d'acceptation et de réception du produit .....	13
3.6. Conditionnement et transport .....	13
3.7. Conditions de garantie .....	14
4. EXIGENCES DE MANAGEMENT .....	14
4.1- Exigences relatives à la structuration de la prestation .....	14
4.1.1- Management / organisation de la prestation .....	14
4.1.2- Gestion de la configuration .....	14
4.1.3- Protection de la prestation .....	14
4.2- Exigences relatives à la maîtrise de certaines performances .....	14
4.3- Système de management de la qualité .....	14
5. EXIGENCES D'ASSURANCE DE LA QUALITE .....	15
5.1- Responsabilités, planification, communication .....	15
5.2- Management des ressources .....	15
5.2.1- Ressources humaines .....	15
5.2.2- Maîtrise des autres ressources .....	15
5.3- Réalisation du produit .....	15
5.3.1- Maîtrise des achats et des sous-contractants .....	15
5.3.2- Identification, marquage, traçabilité et maîtrise de la propriété du client .....	15
5.4- Mesures, analyse et amélioration .....	15
5.4.1- Surveillance et mesures .....	15
5.4.2- Maîtrise du produit ou de la prestation non conforme .....	15
6. DOCUMENTATION .....	16



## 1. OBJET ET DESTINATION

### 1.1- Objet

La prestation concerne la fourniture, l'installation et la mise en service d'une machine de tronçonnage à eau sur table support, ainsi que la formation à son utilisation.

### 1.2- Destination

La machine de tronçonnage sur table est principalement destinée à la découpe de matériaux composites et vise à remplacer un moyen similaire vieillissant :



Figure 1: Machine de tronçonnage sur table actuellement utilisée



Figure 2 : Règle et équerre équipant le moyen actuel



## 2. DOCUMENTS GENERAUX ET TERMINOLOGIE

### 2.1. DOCUMENTS GENERAUX

Les documents de référence à appliquer sont :

- Code du travail.
- Code de l'environnement – Livre V – Titre I parties législatives et réglementaires et textes associés applicables (décrets, arrêtés, circulaires).
- Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et génie civil effectuées dans un organisme du ministère de la défense.
- Les directives de la communauté européenne (directives CE) applicables à la fourniture.
- Directive 2006/42/CE du 17 mai 2006 relative aux machines.
- Directive 2014/35/UE Matériel Electrique Basse Tension.
- Directive 2014/30/UE Compatibilité Electromagnétique.
- Directive 2011/65/UE sur la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses (RoHS).
- Directive 2012/19/UE relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE).
- Directive ATEX 2014/34/UE.
- Normes en vigueur applicables, exemple : N12100, EN60204-1, EN13849-1, EN62061, EN61508-1, 2, 6.
- ISO 45001 : système de management de la santé et sécurité au travail.
- ISO 14001 : système de management de l'environnement.
- NF EN ISO 9001 : Système de management de la qualité.
- NF C 15100 relative aux installations électriques.
- Norme NFC 14100 Installations de branchement basse tension.
- Norme NFX 60-010 définissant les concepts des activités de maintenance.
- Norme NFC 12101 relative à la protection des travailleurs qui mettent en œuvre des courants électriques.
- Norme NFC C 18-540 Prescription de sécurité pour les opérations basse tension.
- Norme UTE 13205 guide de détermination des sections des conducteurs et dispositifs de protection.
- UTE C15-103 Choix des matériels électriques en fonction des influences externes.
- UTE C15-105 Détermination des sections des conducteurs et choix des dispositifs de protection.
- UTE C15-520 Canalisation, modes de pose, connections.
- UTE C18-510 Instruction générale de sécurité d'ordre électrique.
- Les normes en vigueur applicables.



SERVICE INDUSTRIEL DE  
L'AERONAUTIQUE

## Cahier des clauses techniques particulières

CCTP n° 132/AIA-CP/6431/25

Version: SI

### 2.2- TERMINOLOGIE

AIA-CP	Atelier Industriel de l'Aéronautique de Cuers-Pierrefeu
BEMT	Bureau d'Etudes Matériaux et Technologies
CARMP	Certificat d'Analyse de Risques et des Mesures Prises
CCAP	Cahier des Clauses Administratives Particulières
CCTP	Cahier des Clauses Techniques et Particulières
CVPO	Contrôles et Vérification Périodiques Obligatoires
DMR	Département Maîtrise des Risques
DRC	Division Radômes et Composites
EPC	Équipement de Protection Collective
EPI	Équipement de Protection Individuelle
HAP	Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques
ICP	Inspection Commune Préalable
RSC	Responsable de Suivi de Contrat
RT-AIA	Responsable Technique de l'AIA-CP
SIAé	Service Industriel de l'Aéronautique
SST	Santé et Sécurité au Travail
SSTE	Santé et Sécurité au Travail et Environnement

### 3. EXPRESSION DU BESOIN

La machine de tronçonnage à eau doit permettre la découpe de divers matériaux, dont les matériaux composites therm durcissables à structure monolithique ou sandwich composés de fibres (verre, quartz, carbone) et mousse rigide ou nid d'abeille.

La machine doit permettre la découpe d'objets de tailles/formes diverses, à des dimensions précises et l'arrosage continu à l'eau doit permettre la captation de toutes les poussières issues du tronçonnage.

#### 3.1- Exigences fonctionnelles

##### 3.1.1- Spécifications techniques

La machine de tronçonnage doit répondre aux exigences suivantes :

- 1) Etre composée d'un système de découpe et de son bac de rétention, le tout monté sur une structure/table stable ;
- 2) Opérer à une hauteur de 0,9 m ( $\pm 0,1$  m) du sol (hauteur de la table) ;
- 3) Pouvoir couper en une fois des plaques et objets en matériaux composites de dimensions allant jusqu'à 1000 mm de longueur, 700 mm de largeur et avec un encombrement en hauteur jusqu'à 150 mm ;
- 4) Etre équipé de dispositifs anti projection latéraux et arrière : au moins un des dispositifs latéraux doit pouvoir se rabattre ou se retirer temporairement afin de permettre la découpe d'éléments plus grands que la largeur de la table ;
- 5) Posséder un bac de rétention d'eau et de déchets de largeur supérieure à celle de la table ( $\geq 100$  mm de chaque côté), et de longueur supérieure ou égale à la course de découpe ;
- 6) Posséder un système de réglage du disque en hauteur permettant un verrouillage manuel à une position libre allant jusqu'à + 20 mm au-dessus de la table de découpe : l'objectif étant de pouvoir permettre une découpe partielle dans l'épaisseur d'une plaque ;
- 7) Posséder un système d'eau intégré permettant la captation des poussières, et le refroidissement du disque ;





SERVICE INDUSTRIEL DE  
L'AERONAUTIQUE

## Cahier des clauses techniques particulières

CCTP n° 132/AIA-CP/6431/25

Version: SI

- 8) Etre équipé d'une évacuation d'eau dimensionnée de sorte à éviter les risques de débordement du bac de rétention ;
- 9) L'évacuation doit présenter une grille filtrante permettant de retenir les échantillons usinés ou les chutes de matière ;
- 10) Le disque de découpe devra être guidé par un rail ou tout élément permettant d'assurer une découpe droite et continue ;
- 11) La découpe sera effectuée par le passage du disque dans une fente située sous l'élément à couper ;
- 12) Posséder une règle graduée, intégrée au système de découpe permettant de régler au mm près la largeur de coupe ;
- 13) Etre fournie avec une équerre permettant d'effectuer des coupes parallèles entre elles ;
- 14) L'ensemble règle + équerre doit permettre de régler la largeur de coupe de manière simple et intuitive ;
- 15) Posséder un revêtement anti-rayure et anti-trace ;
- 16) Etre résistant à la rouille et à la corrosion pour tous les éléments et accessoires ;
- 17) La machine doit posséder un bouton d'arrêt d'urgence à hauteur de genou ;
- 18) Le diamètre et la matière du disque fourni doivent être compatibles avec les exigences de découpe déjà citées. L'épaisseur des disques ne doit pas dépasser 3,0 mm ;
- 19) Etre équipé d'un carter de protection du disque adapté aux dimensions du disque ;
- 20) Le niveau sonore en utilisation ne doit pas dépasser 75dB à 1 mètre ;
- 21) L'alimentation électrique, y compris coupure de proximité sera à la charge du titulaire et compatible avec le réseau atelier 230V/20A ou 380V/32 A.

La protection dans l'armoire électrique sera mise à disposition par l'AIA selon les prescriptions du Titulaire.

Schéma de liaison à la terre actuel IT, passage en TNS en 2026.

Les consignations électriques sont à la charge de l'AIA à la demande du titulaire devant respecter un préavis de 72h.

L'ensemble de la manutention, et des moyens associés, est à la charge du titulaire, qui valide au travers son offre, la faisabilité de transport et d'installation des éléments, de l'entrée du bâtiment, à l'étage : zone d'implantation du laboratoire.

- 22) Pour cela, le titulaire doit intégrer une prestation complète, incluant le recours à tout type de moyens de manutention à sa charge (chariot élévateur, transpalette etc.) jugés nécessaires pour amener le système du rez-de-chaussée à l'étage du bâtiment via :
  - le monte-charge (l=1,93m ; p=1,96m ; h=2,0m).
  - le passage de la porte (l=1,26m ; h=2,03m) du local où celle-ci sera implantée.De plus, la machine doit respecter les dimensions hors tout ne dépassant pas une surface au sol de 1,50m x 1,50m.

Prestation supplémentaire éventuelle: La tronçonneuse à eau sur table pourra également répondre aux caractéristiques optionnelles suivantes :

- 23) Le titulaire devra proposer la fourniture d'un ou plusieurs systèmes de bridage pour les plaques à découper.
- 24) Le titulaire devra proposer la fourniture de 2 disques de rechange identiques à celui fourni avec la machine.



### 3.1.2- Formation des utilisateurs

Le titulaire doit assurer une formation des opérateurs (4 à 6 personnes) sur le site AIA-CP/DRC après la mise en service et avant réception de la fourniture. Il fournira en complément un support de formation. Le tout permettra aux opérateurs d'avoir un niveau « autonome » à l'utilisation de la tronçonneuse ainsi qu'aux procédures d'entretien de premier niveau.

Réglementairement, toute personne qui intervient sur un équipement de travail ou l'utilise doit recevoir une formation spécifique et adaptée, pour connaître les risques liés à l'utilisation de ces équipements.

Les futurs utilisateurs des machines recevront une formation appropriée garantissant qu'ils ont les compétences nécessaires pour les utiliser en toute sécurité. Outre les compétences, les connaissances et l'expérience appropriées, ils devront parfois détenir des qualifications formelles prévues par la réglementation. En complément, lors de la mise en service d'un matériel neuf, un accompagnement, une démonstration, doivent être effectués par le personnel technique du fabricant.

La formation porte non seulement sur l'utilisation du matériel, mais aussi sur les conditions d'exécution des travaux/prestations.

La formation dispensée, notamment dans le cadre de l'installation d'une nouvelle machine, donnera lieu à une attestation de formation remise au correspondant SSTE de la division.

Au préalable de la formation, le correspondant SST de la division bénéficiaire initiera une Inspection Commune Préalable (ICP), afin que la Département Maitrise des Risques (DMR) détermine le document de prévention adéquat. Pour étayer l'analyse des risques, un contenu pédagogique sera demandé au prestataire.

### 3.2- Sûreté de fonctionnement

SO.

### 3.3- Exigences particulières

Le titulaire doit assurer un service de support/assistance à distance (par téléphone ou mail) pendant la durée de la garantie pour pouvoir assister l'opérateur en cas de difficulté (pannes / alarmes / mise en défauts / programmation ...).

#### 3.3.1- Exigences liées au site

La zone d'intervention est limitée au BEMT bâtiment AC289.

- L'AIA-CP a le statut de zone protégée, l'accès y est donc subordonné à une enquête administrative pour le renseignement et la sûreté pour toute personne devant intervenir sur le site. L'AIA-CP refusera l'accès à toute personne n'ayant pas satisfait à cette enquête.

*Nota : Nous attirons l'attention sur les délais importants de réponse de l'enquête administrative. Aussi, les formulaires de demande de contrôle devront être communiqués au plus-tôt.*

- L'AIA-CP est ouvert de 7h25 à 15h50 du lundi au vendredi inclus, sauf certains jours programmés tout au long de l'année.

*Toute demande de dérogation sera effectuée via le RT-AIA, dans la limite de l'amplitude horaire comprise entre 5h15 et 17h50.*



SERVICE INDUSTRIEL DE  
L'AERONAUTIQUE

## Cahier des clauses techniques particulières

CCTP n° 132/AIA-CP/6431/25

Version: SI

- Les informations transmises (sous format papier ou numérique) par l'AIA-CP doivent être considérées comme sensibles ; plus particulièrement si elles portent les mentions de confidentialités spécifiques (Confidentiel Industrie, Technologie ou Commercial).

*Aussi, afin d'éviter tout impair, il est demandé de prendre conseils auprès de son contact AIA-CP avant de communiquer des éléments à des tiers.*

Le titulaire doit préciser la puissance électrique et le type d'alimentation de la fourniture.

### 3.3.2- Exigences SST et ENV

#### INTERVENTION OU PRESTATION D'UNE ENTREPRISE EXTERIEURE

La place déterminante de l'organisme utilisateur (AIA-CP) n'a pas pour effet de décharger les entreprises extérieures de leurs propres obligations en matière de santé et de sécurité au travail.

Ainsi, chaque entreprise reste responsable de l'application des mesures de prévention nécessaires à la protection des travailleurs qu'elle emploie (art. R. 4511-6 du code du travail).

Elle s'engage au respect des mêmes exigences auprès de ses sous-traitants éventuels ainsi que des dispositions qui figurent dans l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère des armées.

- Inspection commune préalable (ICP)

Avant toute prestation ou travaux, le représentant du maître d'ouvrage ou, le cas échéant, du responsable de suivi de contrat (RSC) ou du responsable technique de l'AIA-CP (RT-AIA) procédera avec le ou les chefs des entreprises extérieures (EE) et leurs sous-traitants à une inspection commune préalable des lieux de travail (ICP) afin, d'une part, de déterminer l'existence et la nature des risques liés à l'interférence entre les activités, les installations et les matériels et, d'autre part, d'établir les mesures de prévention résultant de cette analyse.

Cette évaluation des risques conjointe avec le DMR et le correspondant SSTE de la division/département permettra de définir le document de prévention adéquat à l'opération/prestation du titulaire (plan de prévention, CARMP, protocole de sécurité etc.).

L'ICP déclenchée par le bénéficiaire est obligatoire.

Le délai recommandé de prévenance d'une inspection commune préalable est d'une semaine, et quel que soit l'éloignement géographique de l'entreprise titulaire, celui-ci ne peut s'y soustraire.

Il est rappelé que les chefs des entreprises extérieures, y compris les sous-traitants, ne sauraient se soustraire à cette inspection au motif, par exemple, que le chef de l'EE connaît déjà les lieux pour y être précédemment intervenu.

#### 3.3.2.1- Autres obligations

- Transmission des informations aux travailleurs

Conformément aux dispositions de l'article R. 4512-15 du code du travail, avant le début de la prestation ou travaux sur le lieu même de leur exécution, le chef de l'entreprise extérieure fait connaître à l'ensemble des travailleurs qu'il affecte à ces travaux les dangers spécifiques auxquels ils sont exposés et les mesures de prévention prises.

Le titulaire s'engage également à transmettre aux agents intervenants l'organisation relative :

- à la remontée d'information en cas de défaillance d'un moyen de protection ou de génération d'interférence avec les activités de l'AIA-CP ;
- aux premiers secours et à la conduite à tenir en cas d'accident ou de sinistre.

Un exemplaire du document de prévention final est visé par tous les acteurs identifiés puis remis à chaque entreprise extérieure concernée par l'opération, y compris les sous-traitants.





SERVICE INDUSTRIEL DE  
L'AERONAUTIQUE

## Cahier des clauses techniques particulières

CCTP n° 132/AIA-CP/6431/25

Version: SI

- **Qualifications/ Habilitations techniques des personnels**

L'entreprise extérieure titulaire fait effectuer les travaux par du personnel formé, qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire adaptée, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation relative à la lutte contre le travail illégal.

- **Incidents /Accidents de travail**

Le titulaire s'engage à signaler à l'AIA-CP tout incident/accident touchant son personnel ou sous-traitant.

Outre les formalités à accomplir vis-à-vis des instances qualifiées auxquelles il doit rendre compte, le titulaire reconnaît devoir en informer le donneur d'ordre dont il relève (responsable de suivi de contrat ou responsable technique de l'AIA-CP).

- **Matériel et équipements de travail utilisés (EPC/EPI)**

Les équipements de travail, outillages, équipements de protection individuels (EPI) ou collectifs (EPC), véhicules, machines, installations techniques utilisés par l'entreprise extérieure doivent être maintenus en bon état de fonctionnement et être entretenus selon des modalités définies par la réglementation.

Pour ne pas exposer les personnes à un risque pouvant porter atteinte à leur intégrité physique, chaque entreprise extérieure utilisera ses propres matériels/équipements en adéquation avec les opérations à réaliser, conformes et à jour de ses contrôles, y compris les sous-traitants.

- **Sécurisation de chantier :**

Afin de sécuriser les zones de travaux d'éventuelles interférences avec des tiers, le titulaire doit délimiter et signaler à sa charge les abords des lieux.

Le périmètre de sécurité sera défini conjointement avec le RT-AIA et le DMR.

En extérieur : clôture temporaire avec des barrières rigides stables au vent (type Héras) + signalisation réglementaire par affichage.

En intérieur : à définir lors de la rédaction du document de prévention (possibilité de simple rubalise ou confinement complet d'une zone de travail).

- **Prêt de matériel**

La fourniture de matériels, d'outillage ou de produits par l'organisme utilisateur à une entreprise extérieure est interdite.

- **Mise à disposition ou prêt de locaux pour l'exécution du contrat**

La mise à disposition et le prêt de locaux dédiés à l'entreprise extérieure et l'AIA-CP n'est pas autorisée dans le cadre du marché. Toutefois, le titulaire pourra stocker son matériel à proximité du chantier.

- **Transport, chargement et déchargement**

Le transport, le déchargement et la mise en service de la fourniture sont à la charge du titulaire, y compris les moyens de levage et de manutention, ainsi que les éléments nécessaires à la mise en œuvre : outillage, moyen d'accès, moyen d'usage.

Les moyens de levage et de manutentions qui seront introduits sur le site devront être conformes à la réglementation en vigueur les concernant et avoir subi les épreuves et vérifications périodiques auxquelles ils sont assujettis.

Le titulaire est responsable du matériel jusqu'à sa réception ou admission par l'AIA-CP.

Pour le montage de l'installation, le titulaire devra définir, en accord avec le RT-AIA le périmètre de la zone d'installation. Ce périmètre devra tenir compte des équipements environnants et de l'espace nécessaire à l'évolution des intervenants.



SERVICE INDUSTRIEL DE  
L'AERONAUTIQUE

## Cahier des clauses techniques particulières

CCTP n° 132/AIA-CP/6431/25

Version: SI

- **Travailleur isolé**

Le titulaire prendra les dispositions pour que son personnel et sous-traitant ne soient pas en situation de travailleur isolé pendant ses interventions à l'AIA-CP (heures ouvrables et non ouvrables).

- **Zones à risques classées**

Dans les zones de l'établissement classées en zone ATEX, les opérateurs doivent être sensibilisés au risque ATEX (identification et classification réalisées lors de l'élaboration du document de prévention ad hoc).

Dans ces zones à risques, il est interdit d'utiliser des matériels et outillages générateurs d'étincelles ou non antidéflagrants.

- **Réalisation des diagnostics techniques obligatoires avant travaux**

Selon le cas, des diagnostics techniques réglementaires et obligatoires peuvent être demandés (ex : amiante, plomb, HAP, etc.)

Ils doivent être réalisés par l'AIA-CP préalablement à la réalisation des opérations.

Les obligations en matière de protection de l'environnement sont indépendantes du type de coordination.

En conséquence, le titulaire s'engage à respecter :

- Le tri des déchets\* (aucun dépôt sauvage n'est accepté) ;
- L'utilisation rationnelle de l'énergie et de l'eau ;
- Le titulaire s'engage à signaler à l'AIA-CP toute atteinte ou risque d'atteinte à l'environnement, à la faune ou la flore du site, liées ou non à sa prestation.

\*Le cas échéant : Pour tous déchets résultant de sa prestation (gravats, ferrailles, déchets industriels banals ou spéciaux etc.) le titulaire devra respecter les procédures de stockage, de transport et d'élimination qui lui seront communiquées par l'AIA-CP et à renseigner l'application Trackdéchets pour l'établissement des bordereaux de suivi de déchets. L'AIA CP est identifié sous le numéro SIRET : 15000028900127. Tout BSD sera signé par la section environnement du DMR.

### **3.3.3- Exigences relatives aux protections des infrastructures**

SO.

### **3.3.4- Exigences relatives aux nuisances**

Tous les travaux/prestations doivent se faire en respectant l'activité du Bureau d'Etudes et les règles d'SST.

### **3.3.5- Exigences relatives à l'arrêt de la prestation**

SO.

## **3.4. Clauses définissant les contraintes techniques**

### **3.4.1- Exigences concernant la conception et la réalisation**

Le titulaire doit intégrer les exigences de santé et sécurité imposées par les directives CE applicables.

Les solutions et choix technologiques ne sont pas imposés, ils sont à l'initiative du titulaire qui doit les justifier pour garantir les exigences du présent CCTP.

### **3.4.2- Exigences concernant la documentation**

Pour les produits qui rentrent dans le champ d'application des directives CE, le titulaire doit en fournir la déclaration de conformité.

Tous les documents livrés par le fournisseur dans le cadre du présent cahier des charges doivent être rédigés en langue française.

Toute la documentation doit être datée et indicée afin de tracer les éventuelles évolutions et mises à jour.



### 3.4.3- Exigences concernant le matériel contractuel associé à la prestation

Pour l'installation et la vérification sur le site de la fourniture, l'AIA-CP met à la disposition du titulaire, sous la responsabilité de ce dernier, les ressources existantes dans l'atelier selon modalités de l'exigence 21. Le titulaire doit préciser la puissance électrique de la fourniture.

### 3.4.4- Performance de sécurité de l'information

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer des informations sur l'activité du service et de l'AIA-CP en général, qui seraient de nature à nuire à l'établissement.

### 3.4.5- Exigences concernant le champ d'action de la prestation

L'atelier dans lequel doit intervenir le titulaire comporte des éléments confidentiels. Il est interdit au titulaire de circuler dans le bâtiment 289 hors de la zone qui lui est assignée et non accompagné.

## 3.5. Exigences d'assurance de résultats

### 3.5.1- Exigences de qualification de réalisation de la prestation

La réception de la prestation est prononcée par le responsable du laboratoire après la réalisation de la mise en service et le contrôle de la complète conformité avec le présent CCTP.

### 3.5.2- Opérations de vérification de la conformité, d'acceptation et de réception du produit

Pour les produits qui rentrent dans le champ d'application des directives CE, leur acceptation est soumise à la fourniture de la déclaration de conformité CE par le titulaire.

La réception est prononcée par le Chef de Division DRC, ou son représentant, après validation par le RT-AIA des points suivants :

- la vérification que la nature de la prestation et les objectifs de résultats sont conformes aux exigences du présent CCTP,
- la fourniture de la documentation définie au §6,
- la satisfaction aux essais de réception tels que précisés en §4.2.

## 3.6. Conditionnement et transport

Le conditionnement, le transport et la manutention sont à la charge du titulaire.

Le produit livré par le fournisseur est emballé, transporté et livré de façon à être protégé contre toutes dégradations extérieures (chocs, humidité, poussière, etc.).

Le déchargement, le déballage dans le laboratoire seront réalisés sous la responsabilité du fournisseur en présence d'un représentant de l'AIA-CP, jusqu'à la mise en service de la machine.

L'opération de déchargement fera l'objet d'un document écrit, appelé « protocole de sécurité », qui remplace le plan de prévention.

Ce protocole comprend les informations utiles à l'évaluation des risques de toute nature générées par l'opération ainsi que les mesures de prévention et de sécurité à observer à chacune des phases de sa réalisation (art. R. 4515-4 et R. 4515-5 du Code du travail).

Le protocole doit être établi préalablement à la réalisation de l'opération et dans le cadre d'un échange entre les différents employeurs intéressés.

Les dispositions relatives au protocole de sécurité dérogent à celles relatives à l'inspection commune préalable. Dès lors, pour les opérations de chargement ou de déchargement, l'échange d'information n'implique pas de visite commune préalable nécessitant la présence physique et simultanée des différents employeurs (art. R. 4515-8 du Code du travail).

### 3.7. Conditions de garantie

Le Titulaire s'engage à garantir le bon fonctionnement du matériel pendant une durée de 12 mois minimum à compter de la date de réception, dans les conditions du CCAP.

Le délai d'intervention au titre de la garantie est fixé à 7 jours ouvrés suivant la demande de l'AIA-CP (appel téléphonique confirmé par mail).

Le délai de remise en état du matériel sous garantie sera fixé, dans chaque cas particulier, par l'AIA-CP après consultation du Titulaire, dans une limite maximum de 15 jours. Ce délai reportera d'autant la période de garantie.

La garantie comprend les pièces, la main d'œuvre, et les déplacements du Titulaire, ainsi que les frais et risques de port dans le cas où le retour dans les ateliers du Titulaire s'avèrerait nécessaire.

Les maintenances (préventive et CVPO) pendant la période de garantie sont également à la charge du Titulaire.

## 4. EXIGENCES DE MANAGEMENT

### 4.1- Exigences relatives à la structuration de la prestation

#### 4.1.1- Management / organisation de la prestation

SO.

#### 4.1.2- Gestion de la configuration

Toute modification sur matériel, logiciel ou document envisagée par le titulaire doit être soumise à l'acheteur concerné du Département Achat de l'AIA-CP.

#### 4.1.3- Protection de la prestation

Le titulaire s'engage à ne dévoiler sous aucun prétexte des renseignements relatifs à l'utilisation ou à la technologie des machines ou à l'activité de l'AIA-CP en général, sans autorisation écrite de l'AIA-CP.

### 4.2- Exigences relatives à la maîtrise de certaines performances

Le titulaire devra démontrer, pendant la formation que la tronçonneuse munie de son disque est capable de découper de manière nominale des éprouvettes sandwichs et monolithiques fournies par l'AIA-CP.

### 4.3- Système de management de la qualité

Toute la documentation doit être datée et indicée afin de tracer les éventuelles évolutions et mises à jour.





SERVICE INDUSTRIEL DE  
L'AERONAUTIQUE

## Cahier des clauses techniques particulières

CCTP n° 132/AIA-CP/6431/25

Version: SI

### 5. EXIGENCES D'ASSURANCE DE LA QUALITE

#### 5.1- Responsabilités, planification, communication

SO.

#### 5.2- Management des ressources

##### 5.2.1- Ressources humaines

Le personnel du titulaire, employé sur cette affaire, doit être expérimenté, instruit des techniques de mises en œuvre, et avoir une approche professionnelle du travail.

##### 5.2.2- Maîtrise des autres ressources

Le titulaire doit s'assurer qu'il détient lors de l'exécution du contrat, tous les moyens (équipements, outillages, instruments de contrôle, consommables, etc.) nécessaires à la réalisation de la prestation, à sa conformité aux clauses du marché, et à l'obtention des performances requises par les critères de réception.

#### 5.3- Réalisation du produit

##### 5.3.1- Maîtrise des achats et des sous-contractants

Les clauses d'assurance qualité doivent être répercutées par le titulaire à ses fournisseurs ou sous-traitants.

##### 5.3.2- Identification, marquage, traçabilité et maîtrise de la propriété du client

L'identification et le marquage sont à la charge du titulaire et sous sa responsabilité avec l'accord du RT-AIA. L'identification doit comporter la désignation de la fourniture, le nom du constructeur et le poids. Le marquage CE doit apparaître sur les composants de la fourniture qui le requièrent.

#### 5.4- Mesures, analyse et amélioration

##### 5.4.1- Surveillance et mesures

Le suivi des travaux/prestations est assuré par le RT-AIA. Il surveille en particulier le respect des règles relatives à la SST.

##### 5.4.2- Maîtrise du produit ou de la prestation non conforme

Toute non-conformité détectée au cours des essais doit faire l'objet d'action corrective ou en cas d'impossibilité donner lieu à l'établissement d'une demande de dérogation adressée à l'acheteur concerné du Département Achats de l'AIA-CP.



SERVICE INDUSTRIEL DE  
L'AERONAUTIQUE

## Cahier des clauses techniques particulières

CCTP n° 132/AIA-CP/6431/25

Version: SI

### 6. DOCUMENTATION

Le titulaire doit fournir à l'AIA-CP, les documents requis sur support papier en deux exemplaires et sur support informatique au format Word ou PDF. Toute la documentation doit être datée et indiquée afin de tracer les éventuelles évolutions et mises à jour.

Le titulaire doit fournir pour chaque matériel :

- Le manuel d'utilisation (français) ;
- Guide et attestation de formation (français) ;
- L'attestation de garantie ;
- Les déclarations CE de conformité ainsi que les composants des fournitures qui le requièrent ;
- Déclaration de conformité aux normes en vigueur et au présent CCTP ;
- Le manuel de maintenance avec les consignes particulières relatives à la sécurité des personnes lors d'intervention et périodicités de maintenances ;
- La démonstration de conformité aux essais de réception.